

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 456 du 02.05

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Amir Awron : Les horizons contradictoires de Netanyahu.

1-2 Quelle marge de manœuvre pour Netanyahu ?

1-3 Morsi Attalla : Nouveau gouvernement, ancienne politique.

1-4 John Mearsheimer : La Face d'Israël est en train de Changer.

1-5 Mireille Fanon-Mendes France : L'instrumentalisation de la lutte contre le racisme, une manière de diviser le monde.

1-6 Haniyeh : Le dialogue n'est pas une tactique politique, la priorité est la réconciliation.

1-8 Iyad Abbara : Le retour du caniche et l'appel aux nouvelles « croisades »

1-9 Racisme et simagrées.

1-10 Solidarité : Analyse de l'article de Bernard Ravenel : Après Gaza, quelle nouvelle donne pour le projet national palestinien ?

1-11 Jean Dorna : Sur la théorie du "choc des civilisations"

Annexe

2-1 Julien Salingue : Un siècle de conflit entre le Sionisme et les Palestiniens

2-2 La fortune cachée du fils de Mahmoud Abbas.

2-3 La famille de Mahmoud Abbas percevait également de l'argent de l'USAID.

2-4 Les langues continuent à se délier sur l'influence du lobby sioniste aux Etats-Unis.

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Amir Awron : Les horizons contradictoires de Netanyahu.

Bientôt, dans peu de semaines, nous allons certainement entendre un bon nombre de dirigeants (israéliens) comparer la menace nucléaire iranienne à l'holocauste pratiquée contre les Juifs d'Europe. Si ces dirigeants-là y croient vraiment, l'affaire sera vraiment grave.

Toute autre affaire perdra ses valeurs. Face à la nécessité d'éliminer cette menace iranienne, toute autre chose tombe dans la nullité. Cependant, il faut dire que Netanyahu se trouve actuellement suspendu entre trois horizons : sécurité, politique intérieure et politique extérieure.

David Ben Gourion (premier Premier ministre d'Israël, 1948) disait : « Nous ferons la guerre contre Hitler comme s'il n'y avait pas le Livre blanc, et nous combattons le Livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre ». Donc chaque chose en son temps. Au moment donné, il y avait l'un, sans que l'autre n'existe. Et vice-versa. Soit l'un, soit l'autre !

Les efforts essentiels doivent se focaliser sur l'objectif principal. Toutes les autres affaires doivent par conséquent être suspendues, pour mieux accomplir le premier objectif, le plus important. Ainsi, si Netanyahu croyait qu'Ali Khaméneï et Mahmoud Ahmedinejad avaient été des hitlériens de ce vingt-et-unième siècle, il n'aurait pas pu espérer laisser aux mains d'Israël une bonne partie de la Cisjordanie et du mont du Golan.

On sait que Ben Gourion savait comment manœuvrer sans se laisser écraser par les géants de l'époque, sans se cacher derrière un quelconque slogan. Il accepta la division du pays. Il céda sur la Cisjordanie. Il se retira du Sinaï et de Gaza.

Winston Churchill, pour sa part, disait qu'il ne fut pas élu pour superviser la désintégration de l'empire britannique. Il paya ce prix pour attirer les Etats-Unis à venir sauver la Grande-Bretagne lors de la seconde guerre mondiale.

Et maintenant, si Netanyahu veut sauver "Israël", il doit se voir obligé de disloquer l'empire des colonies.

Netanyahu devra être clair et transparent, s'il veut convaincre Obama pour qu'il permette à "Israël" d'anéantir le danger nucléaire iranien qui trouble son horizon sécuritaire avec des nuages noirs. Il faut savoir que la tromperie jouée depuis l'ancienne époque de Netanyahu et d'Arafat met en échec toute possibilité d'une existence pacifique commune.

Netanyahu pourrait placer son espoir en la peur palestinienne en ce qui concerne la question des réfugiés et de la ville d'Al-Quds pour qu'il ne soit pas obligé de démanteler les colonies. Mais, c'est lui seul qui devra assumer les conséquences de ses actes.

Netanyahu devrait se précipiter de proposer une initiative qui sera acceptée par les Arabes, même s'ils n'aiment celui qui la proposera. Sinon, il pourrait se voir devant un plan américain imposé par Obama, après la tournée au Moyen-Orient de son envoyé George Mitchell. Il faut admettre qu'Obama disait vrai : la paix au Moyen-Orient a besoin d'une volonté politique et d'une capacité de direction.

Netanyahu devra savoir que Mitchell, l'adversaire acharné de l'ancien président américain Bush père, laisse croire qu'aucun changement dans le gouvernement israélien ne l'impressionne guère, pas le moins du monde. Il faut savoir également qu'il y a une grande majorité à la Knesset et parmi la population qui soutient tout accord politique, s'il est nécessaire pour éloigner toutes menaces dont surtout celles qui viennent à l'encontre de l'existence même d'Israël.

S'il n'est pas clair dans ses ambitions politiques et sécuritaires, un bon échec attendra Netanyahu. Il ne pourra honorer ses promesses consistant à mettre "Israël" hors danger. Il ne fera que jouer avec de grands slogans, tous faits : le jour de la catastrophe, la commémoration des tués de l'armée israélienne et le jour de l'indépendance.

Article paru dans le journal hébreu Haaretz, le mercredi 22 avril 2009

Traduit et résumé par le CPI

[26/04/2009 - 01:07]

1-2 Quelle marge de manœuvre pour Netanyahu ?

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

L'une des grandes inconnues de ce début de mandat du gouvernement Netanyahu est la question de la politique que va suivre le Premier ministre par rapport aux Palestiniens sur le plan diplomatique. Force est de constater que la marge de manœuvre de Netanyahu, comme celle d'ailleurs de tout autre Premier ministre israélien, est de plus en plus étroite.

Deux raisons à cela, d'abord les politiques pratiquées et les accords signés par les gouvernements précédents, et d'autre part les pressions politiques et médiatiques énormes exercées sur Israël tant par ses « amis et alliés » que par le monde arabe. Pour tous ces acteurs, qu'ils soient sincères ou non dans leur désir de voir la paix s'instaurer, le sens de « négociations » a été complètement galvaudé et inversé : au lieu d'imaginer un dialogue qui se construit et dans lequel les protagonistes discutent de ce qui est de l'ordre du possible, la solution ici est déjà fixée et imposée par avance, les « négociations » ne servant uniquement qu'à mener ou forcer les parties - principalement Israël - vers les buts que ce sont fixés les acteurs extérieurs, le monde arabe et les Palestiniens inclus. Et peu importe si aucun de tous ces pays n'aurait accepté pour eux-mêmes ce qu'ils exigent aujourd'hui de l'Etat juif.

Dans ce contexte biaisé, comment la coalition de Binyamin Netanyahu, qui comprend heureusement des éléments sourcilieux de l'indépendance de décision israélienne, va-t-elle répondre aux appels pressants de la communauté internationale, et plus précisément de la nouvelle et exigeante administration américaine ?

Selon les proches du Premier ministre mais aussi d'après les dernières déclarations d'Avigdor Lieberman, « le gouvernement israélien élabore en ce moment la ligne politique qu'il compte défendre à Washington » et qui sera prête d'ici un mois et demi à deux mois. On a peut-être compris en haut qu'il vaut mieux proposer des choses

concrètes quitte à ce qu'elles soient repoussées, plutôt que d'apparaître comme celui qui traîne sans cesse les pieds. C'était aussi l'un des arguments du gouvernement précédent, mais qui avait confondu « initiatives » avec « promesses de concessions démesurées ».

Selon des sources concordantes, la première rencontre officielle à Washington entre Binyamin Netanyahu et Barack Obama, au courant du mois de mai, ne sera pas une simple « visite de courtoisie ». Le Président américain veut entendre ce qu'à à dire Netanyahu, et ce dernier veut venir avec des idées concrètes « indiquant la manière dont il estime avancer vers une solution de paix mais sans pour autant s'engager à la création d'un Etat palestinien telle qu'elle est imaginée par la Communauté internationale ».

La cheville ouvrière de ce plan est Ouzi Arad, ancien conseiller stratégique de Binyamin Netanyahu, récemment nommé à la tête du Conseil pour la Sécurité Nationale. Ce cadre politique inclurait notamment l'engagement de Netanyahu d'avant les élections de « ne pas déraciner une seule localité juive en Judée-Samarie ». Selon les experts en politique étrangère du Premier ministre, même l'hypothèse de la création un jour d'un Etat palestinien n'entraînerait pas l'obligation juridique de démanteler des villages juifs, ni même de faire passer leurs habitants sous souveraineté palestinienne. Ils précisent que « tous les documents signés par les américains demandent la cessation de la construction en Judée-Samarie, le démantèlement des avant postes, mais pas celui des localités déjà installées ».

Mais le point sur lequel comptent beaucoup les stratèges israéliens, est « la capacité de persuasion de Binyamin Netanyahu sur Barack Obama, en lui présentant les nouvelles réalités sur le terrain depuis les accords d'Oslo, qui elles seules permettront d'envisager des solutions créatives et innovantes ». D'après eux, le Premier ministre tentera de démontrer que les échecs successifs de toutes les tentatives de percée diplomatique depuis plus de quinze ans ne sont dus qu'à un seul facteur principal : le refus des protagonistes, et principalement des gouvernements israéliens, de reconnaître et prendre en compte la réalité sur le terrain, et de n'agir en fonction de leurs espoirs et leurs désirs ». Benny Begin l'a reconnu également en déclarant il y quelques jours « que toute solution politique devra prendre en compte l'amère expérience des Accords d'Oslo et du désengagement de Gaza ». Effectivement, l'observation des attitudes politiques des dirigeants israéliens depuis les Accords d'Oslo, mis à part la période 1996-1990 avec Netanyahu, qui a tenté de limiter les dégâts, permet de se rendre compte à quel point la situation réelle dans la société palestinienne, les intentions affichées des palestiniens, « l'éducation » qu'ils prodiguent à leur jeunesse, le terrorisme aveugle, ont eu peu d'influence sur les décisions stratégiques des gouvernants israéliens, dont les promesses et gestes inconsidérés furent sans cesse rattrapés par la sanglante réalité, mais pour poursuivre cependant dans leur erreur.

Dori Gold, ancien conseiller de Netanyahu et ancien ambassadeur d'Israël à l'ONU, se dit toute fois « assez optimiste », contrairement au courant majoritaire, car « il voit des signes qui montrent que malgré leurs déclarations, les Américains semblent moins déterminés qu'auparavant à pousser en avant la solution des 'deux Etats pour deux peuple' ». Pour lui, « l'essentiel est maintenant qu'Israël présente un programme clair, avec ce que le gouvernement est prêt à faire, mais aussi avec les limites qu'il ne dépassera pas afin de ne pas créer de malentendus ou de frictions inutiles avec l'administration Obama et l'Union Européenne ».

En fin juriste, Dori Gold rappelle que le dernier document signé par un gouvernement israélien, et ratifié par la Knesset, est la « Feuille de Route », assortie des 14 points contestés par Israël, et que sur le plan du Droit international, c'est le seul document qui puisse contraindre un gouvernement israélien ».

Mais cela suffira-t-il pour convaincre un Président américain qui a fait du rapprochement avec le monde arabe et musulman - sur le compte d'Israël - l'un des principaux axes de son mandat ?

Arouts7 (Israël)

10 avril 2009 –

<http://www.actu.co.il/2009/04/diplomatie-quelle-marge-de-manoeuvre-pour-netanyahu/>

1-3 Morsi Attalla : Nouveau gouvernement, ancienne politique.

Les déclarations faites par Amr Moussa il y a plus d'un an, alors que le gouvernement israélien était présidé par Olmert, et selon lesquelles le processus de paix serait sur le point de rendre son dernier souffle, se sont transformées de prédiction en réalité sûre. Et ce, avec l'accession au pouvoir en Israël de Netanyahu, de Lieberman et de la droite extrémiste.

Ceci ne signifie pas que la paix était possible avec le gouvernement d'Olmert et qu'elle est devenue impossible avec celui de Netanyahu, car l'unique différence entre les deux réside dans le degré de grossièreté dans la façon de traiter avec le monde arabe et le peuple palestinien en particulier.

A mon avis, le problème ne réside pas dans un responsable ou un autre. Le problème est qu'Israël, avant et après Netanyahu et Lieberman, insiste sur une même méthode. Celle de faire face à tous les efforts visant à ressusciter le processus de paix, en recourant au monologue politique. Celui-ci permet à chacun de se mettre debout sur la scène pour dire ce qu'il veut, sans respecter les règles du dialogue qui impliquent la présence d'un langage commun et d'une référence commune sur lesquels se basent des négociations équitables.

Quand les Palestiniens parlent de paix, ils sont convaincus qu'elle doit se baser sur l'acceptation claire et nette par Israël d'exécuter les directives de la légalité internationale. Et qui stipule le retrait complet d'Israël de tous les territoires qu'il a occupés en juin 1967, y compris Jérusalem, le droit de retour et les indemnités dues aux réfugiés selon la résolution 1948 de l'Onu. Mais ce qui se passe, c'est que les Israéliens parlent d'une paix différente et réclament de continuer à occuper certaines parties des territoires palestiniens. Ils réclament aussi que les colonies soient maintenues sur ces territoires

et que les colons ne soient pas évacués. Or, le plus dangereux est que le parrain officiel de la paix continue à faire des propositions et des idées qui emploient le même langage politique qu'Israël. Est-ce qu'avec ce langage provoquant qu'il est possible de parvenir à une plate-forme d'entente qui pourrait mener à un accord ? La vérité est qu'il n'y a pas d'espoir d'instaurer une paix tant que les Israéliens rêvent de répéter ce qui s'est passé avant la résolution du partage en de 1948 quand ils se sont basés sur les résultats de la guerre 1948 pour s'accaparer de grandes parties des territoires que la résolution avait consacrées aux Palestiniens. C'est ainsi qu'avec le temps et par la politique du fait accompli, ces terres sont devenues une partie de l'Etat hébreu que les Palestiniens ont accepté de reconnaître, un Etat fait des territoires issus du partage et des terres violées.

Ceci signifie qu'il est impossible d'instaurer la paix tant que les Israéliens ont toujours le sentiment qu'une force les protège contre toute sanction internationale et les rend plus forts que tous les Etats arabes réunis. Ceci les encourage alors à continuer à cueillir les fruits de l'agression en se basant sur ce fait acquis et sur le temps qui passe.

Morsi Attalla

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/4/15/opin3.htm>

1-4 John Mearsheimer : La Face d'Israël est en train de Changer.

Une analyse de l'évolution de la société israélienne, plus religieuse, plus à droite, extrême droite, avec une émigration croissante des Israéliens modérés en Amérique du Nord et en Europe, et le Grand Israël comme fait accompli transformant cet état en état d' Apartheid.

Avraham Burg croit, semble-t-il, que l'occupation a eu un effet profondément corrompateur sur Israël. Mais il y a quelque chose de plus qui se passe à l'intérieur d' Israël qui le préoccupe beaucoup : la nature changeante de cette société. Il dit, par exemple, que *"la société israélienne est foncièrement divisée"*, et bien qu'il ne détaille pas les spécificités de cette division, c'est évident qu'elles ont une dimension politique et religieuse. Il croit que le centre politique de gravité d'Israël s'est déplacé de façon marquée vers la droite. Effectivement, il croit que la gauche a *"diminué en nombre et est devenue marginale"*. Il voit également l'équilibre entre les Israéliens séculiers et religieux se déplaçant en faveur des religieux, et c'est pourquoi il écrit *"l'établissement d'un état dirigé par des rabbins et des généraux est un possible cauchemar"*.

J'aimerais essayer d'étayer l'analyse de Burg, en faisant remarquer certaines tendances dans la société israélienne qui ont et continueront d'avoir un effet profond sur l'état juif dans la durée, mais dont on parle peu dans les médias de masse ici en Amérique. J'aimerais spécifiquement me concentrer sur la croissance des ultra orthodoxes ou Haredim en Israël, et l'émigration d' Israël, ce qu'on pourrait appeler une " Aliyah à l'envers". (Le mot Aliyah signifie montée : monter en Israël c'est à dire aller s'y installer ndlt).

Quand l'état a été créé en 1945, il y avait seulement un tout petit nombre d'ultra orthodoxes en Israël. En fait, les Haredim étaient profondément opposés au Sionisme, qu'ils voyaient comme un affront à la tradition juive. Cependant, leur nombre a augmenté à pas de géant ces dernières années, de même que leur proportion dans la population israélienne. La raison en est simple : en moyenne, une femme Haredi a 7,6 enfants ce qui est grosso modo le triple du taux de natalité de la population juive israélienne. Ainsi donc, le Forward a rapporté en aout 2007 qu' en 15 ans de 1992 à 2007, la proportion d'enfants juifs fréquentant les écoles primaires d'état a diminué de 55% sur un total de 67%; en 2012, il tombera à 51%. Pendant ce temps, le pourcentage de ceux qui fréquentent les écoles Haredim est passé de 12,4% en 1992 à 26,7% en 2007 et une projection le donne à 31% en 2012."

La croissance rapide de la communauté ultra orthodoxe a des conséquences significatives pour Israël, car 30% des hommes ne travaillent pas et très peu d'entre eux vont leur service militaire. Plus généralement, cela veut dire qu'ils joueront probablement un rôle majeur dans les décennies à venir dans la gouvernance d'Israël. Cela vaut la peine de noter que lors des récentes élections municipales de Jérusalem, le candidat ultra orthodoxe, Meir Porush, a dit que *" dans 15 ans il n'y aura plus de maire séculier dans chaque ville d'Israël, à l'exception peut être de certains villages au fin fond du pays"*. Bien sûr il exagérait, mais son commentaire montre ce vers quoi Israël se dirige, et pourquoi Burg s'inquiète de rabbins dirigeant l'état.

La deuxième tendance c'est le grand nombre d' Israéliens qui ont émigré en Amérique du Nord et en Europe, et qui ne comptent pas retourner en Israël. Selon la plupart des estimations, il y a environ 5,3 millions de Juifs israéliens, et 5,2 millions de Palestiniens qui vivent dans le Grand Israël (la Palestine historique). Il y a environ 300 000 individus vivant en Israël que le Bureau des Statistiques définit comme "autres". La plupart sont des membres de famille de Juifs immigrants ou d'individus qui ont des ancêtres juifs, mais pas de mère juive, et par conséquent ne sont pas classés comme Juifs par le gouvernement israélien. Si on compte ces "autres" comme Juifs, alors il y a 5,6 millions de Juifs israéliens. Voyons, cela veut dire qu'il y a 5,6 millions de Juifs israéliens et 5,2 millions de Palestiniens. Cependant tous ces Juifs ne vivent plus tous en Israël. C'est difficile d'obtenir des chiffres exacts sur combien d' Israéliens vivent à l'étranger, car le gouvernement a arrêté de publier ces chiffres depuis le début des années 70. Sur la base de différents articles publiés sur le sujet et de conversations que j'ai eu quand j'étais en Israël en Juin dernier, je peux valablement estimer qu'il y a au moins 750 000 Israéliens qui vivent à l'étranger. Cela veut dire qu'il y a maintenant moins de Juifs que de Palestiniens vivant dans le Grand Israël, même si on compte les 300 000 "autres" comme Juifs.

De plus, il y a d'énormes preuves qu'un nombre conséquent de Juifs israéliens aimeraient quitter Israël s'ils le pouvaient. Dans un article qui vient juste d'être publié dans le *National Interest*, John Mueller et Ian Lustic

rapportent qu' " une étude récente indique que seulement 69% des Juifs israéliens disent qu'ils veulent rester dans le pays et un sondage réalisé en 2007 affirme que 1/4 des Israéliens envisage de partir, inclus presque la moitié des jeunes". Ils continuent en rapportant que i]" dans une autre étude, 44% des Israéliens disent qu'ils seraient prêts à partir s'ils pouvaient trouver des meilleurs conditions de vie ailleurs. Plus de 100 000 Israéliens ont acquis des passeports européens")i. Je parie que la plupart de ces Israéliens qui ont opté pour la Diaspora sont séculiers et politiquement modérés, au moins dans le contexte israélien. Cela vaut aussi la peine de noter qu'il y a eu une immigration limitée en Israël depuis le début des années 90, et certaines années le nombre d'émigrants était supérieur à celui des immigrés.

Ces données semblent confirmer l'analyse de Burg que la société israélienne devient plus religieuse et moins séculière, et que le centre de gravité politique est bien plus à droite qu'il ne l'était auparavant. Je peux penser à 5 implications possibles de cette situation qui évolue.

Premièrement, ces tendances feront qu'il y aura peu de chance qu'Israël quitte la Cisjordanie et permette aux Palestiniens d'avoir un état viable à eux. Le Grand Israël va devenir un fait accompli, si cela ne l'est pas déjà. Deuxièmement, il semble clair que les Juifs seront particulièrement dépassés en nombre par les Palestiniens dans le Grand Israël. Le fait démographique clé que je n'ai pas inclus ci dessus c'est qu'en moyenne une femme palestinienne a approximativement 4,6 enfants, tandis que le chiffre israélien est de 2,6 enfants. Le Grand Israël sera un état d' Apartheid.

Troisièmement, les jeunes Israéliens qui pensent comme Burg ont de grandes chances de se sentir de plus en plus mal à l'aise en Israël, et trouvent l'idée de vivre en Europe ou en Amérique du Nord de plus en plus attirante. Et l'Europe, qui va devoir affronter des problèmes de faible démographie d'ici peu, a de grandes chances d'accueillir favorablement - si ce n'est essayer d'attirer - ces Israéliens qui veulent y immigrer.

Quatrièmement, il y a de fortes chances pour que ce soit de plus en plus difficile pour les forces pro Israël aux Etats Unis de soutenir l'idée que Washington doit maintenir sa "relation privilégiée" avec Israël, parce que les deux pays ont des "valeurs communes". Il n'y a pas vraiment de similitude en terme de valeurs principales entre l'Israël émergente et l'Amérique contemporaine.

Cinquièmement, il semble aussi apparent que ce sera de plus en plus difficile pour les Juifs américains, spécialement les plus jeunes, de s'identifier avec Israël, et de sentir un profond attachement pour ce pays, ce qui est essentiel pour maintenir la relation spéciale.

En résumé, Israël a des problèmes, c'est pourquoi tous les Américains de toutes tendances - spécialement ceux qui se disent amis d'Israël - devraient lire le livre de Burg et commencer à en parler.

Source : <http://tpmcafe.talkingpointsmemo.com/2008/12/07-week/>

John Mearsheimer est professeur émérite R. Wendell Harrison de science politique à l'Université de Chicago

Introduction, Traduction Mireille Delamarre

18 Avril

http://www.planetenonviolence.org/La-Face-D-Israel-Est-Entrain-De-Changer-John-Mearsheimer_a1879.html?PHPSESSID=164ea6dcdffc5592e7cdb7b0a9c7ac03

1-5 Mireille Fanon-Mendes France : L'instrumentalisation de la lutte contre le racisme, une manière de diviser le monde.

Mireille Fanon-Mendes France

Genève 20 au 24 avril 2009

5 jours d'une conférence, très formelle sans aucune remise en cause de la façon dont certains pays l'ont boycottée ou ont tenté de le faire.

5 jours qui ont été l'occasion pour la plupart des Etats présents de focaliser, avec l'aide des médias, l'attention du monde sur les propos du Président de l'Iran et qui ont permis aux pays européens, la France en tête, de quitter la salle des Assemblées, sous le regard ahuri des ONG présentes. Rien, en effet, dans les propos du Président ne concernait la remise en cause de l'extermination juive.

Rien, sauf qu'ont été dénoncés le racisme et la xénophobie légalisés de l'Etat d'Israël à l'égard du peuple palestinien. Rien que de très exact. Curieusement, une demi heure après l'intervention d'Ahmadinejad, le texte transmis par le secrétariat de la conférence contenait certaines phrases qui n'avaient été ni entendues ni traduites

...

De là à penser que tout était prévu d'avance il n'y a qu'un pas. En effet, Ahmadinejad avait rencontré juste avant de prendre la parole, la Haut commissaire aux Droits de l'Homme, Madame Navi Pillay. Renseignement pris, il avait été convenu qu'il ne tiendrait aucun propos négationniste. Il a tenu, le temps de sa déclaration, ses engagements.

Dès lors, comment le secrétariat a-t-il pu distribuer un texte en partie non prononcé? Quel jeu, dans cette partition, a joué la conférence et plus largement le Haut Commissariat des Droits de l'Homme, organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations unies?

Il suffit de signaler aussi que contrairement à Durban en 2001 , où les Etats avaient accepté qu'il y ait un forum des ONG, lors de la conférence de suivi, à Genève, aucun forum n'a pu être organisé. Il a fallu la volonté de quelques ONG pour imposer un forum de la société civile qui n'a existé qu'en amont de la conférence, sur une durée de 3 jours. Ce forum a émis une déclaration finale qui n'a pu être transmise aux Etats. Ces derniers avaient refusé, avec la dernière énergie, l'existence d'un forum des ONG au prétexte que c'étaient elles qui avaient fait échouer le processus de Durban.

Or, ce qui s'est joué à Durban n'était ni plus ni moins que l'instrumentalisation du racisme à des fins de division du monde. D'un côté les soutiens de l'Etat d'Israël, dont de nombreux pays occidentaux mais aussi arabes et africains, et de l'autre ceux qui affirment que le racisme et la discrimination sous toutes leurs formes, la xénophobie et l'intolérance associés doivent être combattus partout dans le monde afin de gagner l'universalité des droits humains pour toutes et tous.

C'est sur cette rupture que les Etats occidentaux et leurs alliés voulaient renforcer la division du monde. C'était compter sans la volonté des ONG, de certains Etats et celle de Mary Robinson, grâce à qui, malgré la violence des Etats, il a été possible d'obtenir la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

Durant tout le processus de préparation de cette conférence de suivi, les Etats occidentaux n'ont eu de cesse de le faire échouer. L'antisémitisme a été porté sur le devant de la scène de façon à paralyser tous les Etats qui auraient quelque velléité de critiquer la politique raciste, discriminatoire et xénophobe de l'Etat d'Israël à l'égard aussi bien des citoyens palestiniens de 1948 que des Palestiniens des territoires illégalement occupés.

Ainsi, si cette volonté se manifestait alors il était facile à ces Etats de demander l'annulation, pure et simple, du processus de suivi du dit Durban.

Il faut d'ailleurs signaler que l'utilisation de la référence à Durban n'est pas innocente et participe de la volonté de montrer que c'est à partir de ce lieu, quelques jours avant le 11 septembre, que s'est jouée la division du monde, avec d'un côté ceux qui soi-disant combattent le terrorisme et de l'autre, ceux qui sont prétendus le nourrir.

Il est curieux que les Etats puissants utilisent le Conseil des Droits de l'Homme, donc ce qui vise à l'universalité des droits humains, pour toutes et tous, partout dans le monde, quels que soient le régime politique et la religion, pour renforcer leur position de dominants et exclure tous les Etats qui ne répondent pas à leurs exigences ou qui veulent que toutes les voix des victimes, y compris celle du peuple palestinien, soient entendues, sans oublier celles dont on ne parle plus comme la voix du peuple tchéchène ou celles que l'on refuse d'écouter, ainsi des peuples autochtones et des Dalits.

Avec cette conférence de suivi se confirme le fait que les Etats puissants ont imposé, à l'ensemble du monde, leurs conceptions de la lutte contre le racisme, les discriminations et la xénophobie avec un terrain dont les limites ne comprennent aucune critique à l'égard d'Israël et d'où la question de la diffamation religieuse a été écartée. Dès lors, nous sommes bien loin de l'universalité des droits -pour laquelle une grande partie de la société civile se mobilise et que la plupart des Etats prétendent revendiquer pour leur peuple- d'autant que les Etats s'inscrivent contre cette organisation du monde peinent à faire entendre leur voix, par manque de volonté politique ou par peur de représailles.

Force est de constater que ce sont, en fait, les droits humains qui sont fortement questionnés et plus généralement les organes onusiens créés par les Nations unies pour obtenir leur respect et leur effectivité qui sont remis en cause et après de telles conférences, même si la Déclaration finale est à peu près correcte et a au moins le mérite d'affirmer le bien fondé de la déclaration et du plan d'action de Durban 2001, nous sommes en droit de nous interroger sur la pérennité de ces organes et sur le rôle que leur fait jouer une grande partie de la communauté internationale.

Forum formel, communauté internationale en désaccord sur la nature du racisme, de la discrimination et de la xénophobie à dénoncer, société civile exclue et dont la participation s'est limitée à assister au défilé des déclarations de certains Etats. Seules cent vingt ONG ont pu s'adresser aux Etats, dans une salle relativement vide.

Ce forum montre que la division du monde se construit sur la base de principes concernant le racisme très différents d'Etat à Etat mais aussi de l'instrumentalisation qui en est faite au détriment des peuples.

Cette division du monde, organisée à partir de la lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, vient renforcer le discours élaboré à partir de septembre 2001 pour lutter contre le terrorisme, avec la mise en place d'un discours sur les « bonnes valeurs » et les dites bonnes pratiques de la démocratie prise en otage par les Etats dominants.

Ce nouvel ordre du monde vient de conforter son équilibre en s'adjoignant, en ce temps de crise économique mondiale, un nouveau pilier, celui qui clame, haut et fort, que la seule issue possible à cette crise, repose sur la restauration du système tel qu'il était juste avant la crise.

Tout cela est évidemment à mettre en relation avec le relégitimation de l'OTAN, par le retour de la France en son sein par exemple, mais surtout de son élargissement à l'Europe centrale et orientale, dans le but de définir un « nouveau concept stratégique » pour l'OTAN.

Ce concept, adopté en 1999 lors du Sommet du cinquantenaire précise, -§ 56- sa nature et son objectif : « la sécurité de l'Alliance doit s'envisager dans un contexte global... les forces de l'Alliance peuvent être appelées à opérer au-delà des frontières de la zone de l'OTAN. » Ainsi s'opère un changement de cadre, la mission de l'OTAN, jusqu'ici organisme de défense régional, devient le bras armé de la mondialisation.

Tout est dit, l'OTAN est en passe de devenir et ce contre l'Organisation des Nations unies un élément essentiel du réseau d'organisations mis en place par les grandes puissances qui décident de la guerre et de la paix, des choix politiques et économiques, des respects ou non des droits humains ou syndicaux, de la survie de la planète. L'Alliance atlantique qualifiée de « symbole d'une identité occidentale », constitue dans le domaine politico militaire, comme le sont le Conseil de sécurité, le G8 et maintenant le G20 ou le Groupe de la Banque mondiale, dans les domaines politiques, économiques et financiers, un directoire où les Puissances imposent leurs visées hégémoniques et le maintien du nouvel ordre social mondial.

Dès lors, cette conférence de suivi de Durban et la façon dont elle s'est déroulée, avec la mise au ban de la société civile, porte en elle tous les dangers pour les Peuples des Nations unies qui vont avoir de plus en plus de

mal à faire valoir ce qu'ils affirment dans le Préambule de la Charte des Nations unies.

L'axe du bien veut bien pratiquer la tolérance mais à partir de sa propre conception ethno-centrée. Il veut bien vivre en paix avec l'autre dans un esprit de bon voisinage mais à condition qu'il puisse piller, utiliser les ressources naturelles de l'autre sans que celui-ci y trouve à redire.

Avec cette conférence de suivi, l'ensemble du monde a perdu bien plus qu'il ne croit. Nous sommes face au danger. Une façon d'y échapper serait de revenir aux principes contenus dans la Charte des Nations unies pour la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

L'applicabilité et l'effectivité des normes impératives partout et par tous permettrait d'allier, de rallier et de relier tout ce qui se trouve, de par la volonté des puissants, désolidarisé. C'est à partir d'un vrai désir de justice de paix et de sécurité internationale qu'il nous sera donné de faire peuple et nation, d'entrer en dignité face au monde, car nous serons autant de femmes et d'hommes debout.

Voir le site de la conférence: <http://www.un.org/french/durbanreview2009>

2 3ème conférence mondiale contre le racisme sous l'égide des Nations unies.

3 Dont United against racism, Youth united against racism, et toutes celles qui ont rejoint ce forum dès le vendredi 17 avril

4 Voir Politis du 29 mai 2008, Pour une nouvelle conférence de Durban

5 À l'époque Haut commissaire aux droits de l'Homme et secrétaire générale de la Conférence de Durban, 2001

6 Publié par le département de l'information de l'ONU, New York, 2002, www.un.org

7 Durban est donné comme si c'était la première conférence mondiale contre le racisme, c'est inexact, c'était la troisième et celle qui vient d'avoir lieu à Genève est la quatrième

8 La conférence de Durban a pris fin le 9 septembre 2001

Mireille Fanon-Mendès France

Fondation Frantz Fanon

membre de l'UJFP

Source : UJFP

http://www.ujfp.org/...http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Mireille_Fanon-Mendes-France.270409.htm

1-6 Haniyeh : Le dialogue n'est pas une tactique politique, la priorité est la réconciliation.

CPI : interview exclusive

Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien, a accordé à notre Centre Palestinien d'Information (CPI) une interview exclusive, la veille du jour du lancement du dialogue inter-palestinien du Caire, le jeudi 26 février 2009.

La réconciliation nationale reste la priorité du mouvement du Hamas et son cabinet, insiste-t-il à dire.

Le dialogue est le sentier vers l'attachement aux principes et aux droits palestiniens.

L'OLP doit être restaurée sur de nouvelles bases démocratiques, loin de toutes pressions et conditions imposées de l'extérieur, pour qu'il garde au peuple palestinien son droit à la résistance.

« Partenaires dans la résistance, partenaires dans la reconstruction » est un slogan donné par Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien. Il faut mettre les bouchées doubles pour cette reconstruction pour mettre fin aux souffrances de nos familles de la bande de Gaza, souffrances causées par l'affreuse guerre menée par l'armée israélienne pendant 23 jours consécutifs.

Pour ce qui est des bonnes relations avec l'Égypte, Haniyeh les considère comme un choix stratégique et non une relation d'intérêts.

A travers cette interview, Ismaël Haniyeh lance un appel au monde arabo-islamique et au monde entier pour garder l'élan vu pendant et après la dernière guerre israélienne.

La résistance du peuple palestinien et son attachement à ses droits mettront les rêves des occupants israéliens dans l'embarras.

Il nous donne son point de vue sur ces sujets et tant d'autres, dans l'interview ci-après, traduite de l'arabe et résumée par nos soins.

Le dialogue et la réussite

CPI : Les rencontres entre les mouvements du Hamas et du Fatah se multiplient, en préparation pour un dialogue total. Mais il y a ceux qui parlent du doute qu'on puisse arriver à quelque chose de positif. Qu'en dites vous ?

Ismaël Haniyeh : Il faut commencer par dire que la division palestinienne n'est point un phénomène normal. Il faut à tout prix en sortir et recommencer à travailler selon les règles constitutionnelles et pour réaliser les intérêts suprêmes palestiniens dont surtout l'unité entre la Cisjordanie et la bande de Gaza.

La forme du dialogue

CPI : Quelle sera la forme du dialogue et ses résultats ?

Ismaël Haniyeh : Nous sommes pour un dialogue national sérieux, honnête et approfondi, un chemin vers les principes et les droits palestiniens qui préservera pour notre peuple palestinien sa dignité et ses victimes. Il faut restaurer l'OLP sur de nouvelles bases, démocratiques. Il faut un gouvernement national, loin de toutes pressions et conditions étrangères. Il faut reconstruire les services de sécurité, loin de toute coopération avec l'occupation israélienne. Il faut assurer au peuple palestinien son droit de résistance.

Réconciliation

CPI : Quelques-uns refusaient le dialogue, catégoriquement. Ce sont eux qui maintenant l'exigent. Quelle en serait l'explication selon vous ?

Ismaël Haniyeh : Nous ne voulons pas parler des raisons des autres. Après la ténacité historique de notre peuple, de notre gouvernement et de notre mouvement dans la bande de Gaza, la priorité pour nous est actuellement de réaliser une réconciliation nationale réelle et exhaustive. Une réconciliation qui rendra aux Palestiniens l'unité afin de pouvoir faire face à l'avenir.

Un dialogue possible

CPI : Le dialogue pourra-t-il donner quelque chose ?

Ismaël Haniyeh : Nous avons beaucoup de choses qui peuvent nous aider à un dialogue attendu par notre peuple : l'accord du Caire, l'accord d'entente nationale, l'accord de la Mecque...

Et pour un climat propice, des décisions doivent être prises : fermer le dossier de l'arrestation politique, cesser les campagnes sécuritaires, rouvrir les établissements...

Joie et doute

CPI : Les derniers jours ont connu de telles décisions, sans pour autant qu'elles soient appliquées, alors qu'en est-il ?

Ismaël Haniyeh : Notre cabinet a reçu avec beaucoup de satisfaction les accords de principes conclus entre les deux mouvements... Malheureusement, les nouvelles venant du terrain ne reflètent rien de bon, même en ce qui concerne la torture.

Et Gaza ?

CPI : On dit qu'à Gaza, la situation est identique. Est-ce vrai ?

Ismaël Haniyeh : Chez nous également, il y a des erreurs. Personne n'est parfait. Cependant, nous essayons de tout revoir pour établir de nouvelles règles...

Nous savons que le chemin du dialogue est difficile. Le dialogue fait cependant partie des intérêts nationaux supérieurs. Il faut le réussir, loin de tout intérêt partisan.

Les priorités

CPI : Après la dernière guerre israélienne menée contre Gaza, que seront les priorités ?

Ismaël Haniyeh : La formidable relation établie entre la résistance et le peuple était l'une des factures de la victoire dans la bataille « Al-Forqane ». L'agression israélienne n'a pas réussi à semer la zizanie entre le peuple, le gouvernement et la résistance. Nous essayons, plus que jamais, de nous rapprocher du peuple. Nos priorités sont désormais les suivantes :

1- Secourir d'urgence les victimes de la guerre, les familles des martyrs, les blessés, les ouvriers...

2- Mettre tous les efforts pour lever le blocus et ouvrir les points de passage...

3- Reconstruire Gaza. Une commission parlementaire comportant des personnalités indépendantes doit superviser le projet de reconstruction, loin de toute politique. Il est urgent de soigner les blessures.

« Partenaires dans la résistance, partenaires dans la reconstruction » est notre slogan. Nous ne sommes pas pressés de recevoir de l'argent, mais de commencer à mettre fin aux souffrances de nos familles.

L'accalmie et l'échange de captifs

CPI : Et pour ce qui est de la trêve et de l'échange de captifs ?

Ismaël Haniyeh : Nous allons où va l'intérêt de notre peuple palestinien. L'accalmie a été accomplie dans ce dessein, à plusieurs reprises. Et après l'agression israélienne, nous allons dans la même direction, pour protéger notre peuple, ouvrir les points de passage, mettre fin au blocus. On était sur le point d'accomplir une trêve, sauf qu'au dernier moment, les Israéliens se sont retirés et ont mis le dossier du soldat Chalit avec l'affaire de l'accalmie.

Le retrait israélien

CPI : A votre avis, pourquoi l'occupation israélienne s'est retirée de l'accord d'accalmie ?

Ismaël Haniyeh : L'occupant israélien essaie d'accomplir la trêve selon ses désirs, inacceptables par notre peuple palestinien.

Notre peuple veut arriver à un échange de prisonniers, mais les Israéliens ne cessent de mettre des bâtons dans les roues.

Les relations avec l'Egypte

CPI : Certains essaient de laisser comprendre que le Hamas représente un danger pour la sécurité nationale égyptienne ?

Ismaël Haniyeh : Notre relation entre le peuple palestinien et l'Egypte est une relation stratégique...

Nous confirmons que le Hamas réagit de façon à protéger la sécurité nationale égyptienne et ne fait aucune ingérence dans l'affaire interne égyptienne. Les points de vue différents en ce qui concerne le conflit avec l'occupation israélienne ne pourront entamer nos relations basées sur le respect mutuel.

Une nouvelle émigration

CPI : On parle d'une émigration vers le Sinaï ?

Ismaël Haniyeh : Notre peuple est enraciné sur sa terre. Il ne la quitte pas, ni pour la Sinaï ni pour ailleurs. Même ceux qui étaient à l'extérieur de la Bande, pendant la guerre, sont revenus.

Le point de passage de Rafah

CPI : Et pour ce qui est de votre demande permanente d'ouvrir le point de passage de Rafah ?

Ismaël Haniyeh : Nous croyons que les frères d'Egypte sont capables de prendre des décisions afin d'ouvrir le point de passage de Rafah, non seulement pour des buts humanitaires, mais également politiques.

Et il nous faut un gouvernement d'unité nationale pour qu'il y ait un contrôle total du point de passage.

Les visites de Gaza

CPI : Comment voyez-vous les visites effectuées dans la bande de Gaza ?

Ismaël Haniyeh : Nous saluons tout un chacun qui est venu rendre visite à la bande de Gaza, pendant l'agression ou après. Nous regardons avec satisfaction les visites de parlementaires et de ceux qui y viennent pour collecter des informations concernant les crimes de guerres israéliens.

Néanmoins, la population aime beaucoup voir des résultats concrets de ces visites : reconstruction, ouverture de points de passage, jugements de criminels de guerre...

CPI : Certaines délégations n'ont pas traité avec le Hamas ?

Ismaël Haniyeh : Malgré cela, ces visites représentent en elles-mêmes un changement de leur politique, probablement qu'un nouvel équilibre politique est à l'horizon.

La bataille « Al-Forqane »

CPI : Comment était le mouvement arabo-islamique pendant la bataille « Al-Forqane » ?

Ismaël Haniyeh : C'était un élan populaire sans précédent que le monde a connu. Cet élan de solidarité avec la cause palestinienne l'a remis à sa juste place...

Nous espérons que cet élan continue, surtout que le blocus, les menaces de l'ennemi, le danger qui menace la ville d'Al-Quds sont toujours là. Nous appelons à organiser le travail populaire de manière stratégique pour qu'il puisse profiter à la victoire de Gaza.

Les élections israéliennes

CPI : La droite israélienne extrémiste a gagné, où va l'Entité sioniste ?

Ismaël Haniyeh : Les résultats des dernières élections ne faciliteront pas la chose dans l'Etat d'occupation. La décision politique connaîtra plus d'incertitude. Les élections anticipées n'ont non seulement pas résolu la crise politique, mais y ont de plus ajouté de nouvelles complications.

Et ceux qui avaient mené la guerre contre la bande de Gaza pour des raisons électorales ont connu un échec cuisant. C'est un signe que la résistance de notre peuple et son attachement à ses droits coûteront beaucoup aux chefs de l'occupation israélienne.

Plus d'un expriment leur peur de la droite israélienne, mais nous ne faisons que répéter la parabole d'Allah (le Tout Puissant) :

{C'est le Diable qui vous fait peur de ses alliés. N'ayez donc pas peur d'eux. Mais ayez peur de Moi, si vous êtes croyants} (Le Saint Coran, Sourate 3, verset 173)

[04/03/2009 - 01:10

1-8 Iyad Abbara : Le retour du caniche et l'appel aux nouvelles « croisades »

On se souvient que Nicolas Sarkozy a été élu président de la République française au mois de mai 2007. Le passage du relais US en Europe étant donc assuré, Tony Blair, le caniche de Bush, qui a apporté son soutien inconditionnel, contre le gré du peuple britannique, aux guerres d'agression contre l'Irak et contre l'Afghanistan, pouvait enfin céder son poste de premier ministre britannique. Ce qu'il fit en juin 2007.

Dans la foulée, Blair fut remercié pour ses efforts dans la défense des « bonnes » causes pour mater et civiliser les « sauvages », en étant nommé comme représentant du Quartet au Proche Orient pour y apporter la « paix ». Une tâche dont il s'est brillamment acquittée car il a su se montrer silencieux et patient en attendant que les sionistes finissent leur folie meurtrière de grande envergure à Gaza.

Il s'est finalement rendu sur la bande de Gaza début mars 2009, en vrai gentleman, et pour la première fois depuis sa nomination comme représentant du Quartet, afin de faire part à l'humanité de son émotion devant la destruction massive, mais aussi de sa détermination à tout faire pour reconstruire Gaza. Nobles sentiments ! Des beaux paroleurs comme Blair, on peut toujours en avoir besoin et on saura toujours leur trouver une place sur la scène internationale. En effet, voilà que le Times nous fait part ce jeudi 23 avril 2009 de son appel au monde pour faire la guerre contre « l'islam militant ».

Monsieur Blair semble se préparer maintenant à une autre grande destinée pour mobiliser en faveur des nouvelles guerres « défensives » ou « préventives » contre le « terrorisme islamique », voire des guerres d'« ingérence humanitaire », que s'apprête à mener le nouvel-ancien conseil d'administration de l'empire US en s'appuyant sur une « coalition internationale » de ses alliés bien connus, et pour promouvoir sa « démocratie » qu'il veut appliquer dans les territoires conquis.

Le journal rapporte que Blair s'est adressé à un forum sur la religion et la politique à Chicago au soir du mercredi 22 avril, pour appeler à combattre ce qu'il a appelé « l'islam militant », à l'instar du combat qui a été mené contre le communisme révolutionnaire !

Son discours intervient presque dix ans depuis sa première intervention à Chicago aussi lors de la crise de Kosovo où il a défini une « doctrine de la communauté internationale » qui rend légitime toute intervention, y compris militaire, en cas de crise humanitaire ou de grave oppression de la population civile.

Tony Blair a maintenu sa position en justifiant son intervention en Irak et en Afghanistan et en affirmant qu'il était pour le renversement de ceux qui oppriment leurs citoyens.

Pour Blair les raisons de la doctrine qu'il avait proposée il y a dix ans sont toujours aussi fortes aujourd'hui. Il rappelle les attentats à Mumbai, en Irak, et en Afghanistan, les tentatives de déstabilisation au Yémen et les camps d'entraînement des rebelles en Somalie, pour souligner qu'il ne s'agit pas d'un mouvement et d'un commandement unique, mais qu'« il y a une idéologie commune », de « l'extrémisme jihadiste ». Et il pointe « des éléments parmi les dirigeants d'un grand pays, à savoir l'Iran, qui soutiennent et viennent à l'aide de ceux qui font recours à cette idéologie ».

Blair apporte tout de même son soutien à la politique de la main tendue d'Obama envers l'Iran pour ne pas donner prétexte au gouvernement iranien que l'Occident refuse le dialogue. Cependant il affirme que le but de ce dialogue doit être « de mettre un terme à la politique de déstabilisation menée par le régime iranien et à son soutien au terrorisme ».

Blair énumère différents conflits dans le monde, d' « Israël » à l'Irak en passant par les Philippines et l'Algérie et il insiste qu'il est temps de se rendre compte qu'il y a un facteur principal commun dans ces conflits ; parmi ceux qui se battent il y en a qui le font « au nom de l'islam ».

Bien sûr Blair prend garde de souligner que le vrai islam est opposé à ce que « prêchent les extrémistes » et il soutient l'ouverture du président Obama envers le monde musulman, mais il avertit que cela pourrait créer « l'illusion de croire qu'il y a une autre alternative que de mener ce combat à son terme ».

Car pour lui il s'agit de vaincre « l'idéologie en tant que mouvement au sein de l'islam », car cette idéologie est incompatible non pas seulement avec l'Occident mais même avec les « musulmans ouverts et tolérants ». Il souligne l'importance de « soutenir les musulmans qui croient profondément à l'islam tout en croyant en la coexistence pacifique, et à s'associer à eux pour affronter et vaincre les extrémistes qui n'y croient pas. » Blair affirme que cela ne suffit pas de renverser un régime despotique pour créer les conditions du progrès, mais qu'il faut mener un combat pour une victoire plus globale et mieux définie.

Ensuite, il définit une stratégie en six points qui inclut l'usage des forces armées en cas de nécessité. « Nous devons comprendre une seule chose : quand nous sommes appelés à nous battre, nous devons le faire. Si nous sommes vaincus quelque part, nous risquons d'être vaincus partout ».

Enfin Blair finit par nous offrir une fleur en affirmant qu'il « n'accepte pas du tout le point de vue qui prétend que la démocratie est irréalisable ou refusée dans le monde musulman. Bien au contraire, c'est seulement en incitant à plus de démocratie, bien que graduellement, que ce combat sera gagné ».

Merci Monsieur Blair, voilà ce qui est clair. Cependant, vous ne nous dites pas combien de nouveaux morts collatéraux cela risque de faire ?

Et puis, elle en est où la reconstruction promise de Gaza, Monsieur Blair ? Et puisque vous y êtes, pourriez-vous ressusciter tous ces civils déshérités ?

Notes de l'auteur :

Pour être complet, je n'ai pas eu à traduire le texte du Times. En effet je suis tombé sur une traduction intégrale du texte sur un site canadien dont l'objectif déclaré est de « s'attaquer à l'islamisme » et qui était ravi du discours de Blair tout en trouvant que Blair ne va pas suffisamment loin sur la vérité de l'islam.

L'autre site qui cite des extraits du discours de Blair est le site d'un conseil représentatif français bien connu pour son soutien farouche de l'état sioniste, dont le président a prétendu que 95% des juifs français soutiennent la politique de cet état, et qui mène un combat tambour battant contre tous ceux, en France ou ailleurs, qui osent afficher leur soutien aux mouvements de résistance palestinien ou libanais. C'est tout dit.

Iyad Abbara

26 avril

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6515

1-9 Racisme et simagrées.

Les Association de défense des droits de l'Homme : « L'OLP s'est plié au boycott américain contre la conférence de l'Onu sur le racisme (« Durban II ») »

(...) Une conférence sur le racisme, sous l'égide de l'Onu, débutera ce lundi, mais le calvaire des Palestiniens ne sera pas à l'ordre du jour, en partie parce que les diplomates de la Palestine eux-mêmes ont cédé sous la pression des Etats-Unis, affirment des organisations de la société civile (palestinienne).

(...)

Les délégations au sommet de Durban, en 2001, ont adopté récemment un document, intitulé Déclaration et Programme d'Action (DDPA), qui stipule, à son article 63 : « Nous sommes préoccupés par le calvaire du peuple palestinien sous le joug d'une occupation étrangère », et « nous reconnaissons le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'instauration d'un Etat indépendant ». L'article 64 appelle « à une paix juste, globale et durable dans la région [du Moyen-Orient] ».

Le document préparatoire de la conférence de 2009 (Genève), qui ne comporte plus que dix-sept pages, a fait sauter toute référence non seulement aux Palestiniens, mais aussi à la plupart des autres populations spécifiques. Sa version la plus récente continue à en appeler à la remémoration de l'Holocauste, ainsi qu'à la lutte contre les « idéologies néonazie, néofasciste » ainsi que contre toutes les idéologies prônant la violence. Le document comporte une unique référence (non spécifiée, ndt) à une « occupation étrangère », en association avec le racisme.(...)

Les Palestiniens ayant été ainsi rayés du programme, Badil et ses partenaires sont en train d'organiser une « Conférence d'Evaluation d'Israël », qui permettra aux associations de la société civile de mettre en débat des analyses et des stratégies de la lutte contre « l'apartheid, le colonialisme et l'occupation. »

Voir à ce sujet :

La Conférence de Suivi d'Israël se termine alors que la Conférence Durban II commence Par BADIL

(...) Il est clair qu'Israël a tout fait pour que son régime de discrimination raciale ne soit pas examiné attentivement à Durban II, a déclaré Hazem Jamjoum, l'un des organisateurs de la conférence.

"Ces efforts sont une raison majeure du boycott de la conférence par de nombreux États.

L'ONU a tenté d'apaiser les Etats-Unis, en particulier, en sacrifiant des questions essentielles. Maintenant, elle n'a plus d'importance : ces Etats ne sont pas présents, et la Conférence des Nations Unies n'abordera pas de questions importantes comme le régime d'Apartheid d'Israël, la colonisation et l'occupation de la Palestine."

"Il est important de nous souvenir pourquoi des initiatives telles que cette Conférence de Suivi d'Israël sont importantes" déclare Pierre Galland, ancien sénateur belge et président du Comité Européen de Coordination sur la Palestine (ECCP). "Nous nous engageons parce que nous ne pouvons pas être sûrs que les gouvernements et les Nations unies feront leur travail. Nous sommes ici pour nous assurer qu'ils finiront par le faire."

Texte intégral sur :

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=11723&type=communiqu&lesujet=Racisme>

Depuis hier soir, on essaie de nous indigner ("honteux, exécration", d'après le représentant des Etats-Unis, "insultant et incendiaire", d'après le notre de président, bien connu pour ses grandes qualités de pompier et ses propos mesurés) avec la "diatribe haineuse" du président iranien qui a dit à une tribune : "Israël est un Etat raciste".

Où est la haine ?

On n'a pas vu d'indignation unanime des représentants des Etats-Unis et de l'Union européenne quand Avigdor Lieberman a été nommé ministre des Affaires Etrangères dans le dernier gouvernement israélien.

Je fais suivre (parce qu'il contient des rappels utiles aujourd'hui) un article reçu de Mohamed Larbi Bouguerra, paru dans le numéro 124 de l'hebdo tunisien Attariq Aljadid :

Israël : le videur de boîte de nuit et...le physicien

Extraits :

"Très tôt, certains se sont fortement mobilisés et ont exposé sur la place publique les crimes des semeurs de haine.

En date du 02 décembre 1948, le New York Times publiait une lettre signée par de nombreux intellectuels juifs dont Albert Einstein, Hannah Arendt...relativement au parti israélien « Freedom Party » (en hébreu : Tnuat HaHerut), « très voisin dans son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et son activité sociale des partis nazis et fascistes. » En somme, un ancêtre d' « Israël Beitounou » (Israël, notre Maison) d'Avigdor Lieberman.

La lettre poursuit en critiquant la visite aux Etats Unis de Menachem Begin, leader de ce parti, en appelant les Juifs américains à ne pas le cautionner ajoutant : « Les déclarations publiques du parti de Begin ne reflètent en rien son caractère réel. Aujourd'hui, ses membres parlent de démocratie, de liberté et d'anti-impérialisme alors que, jusqu'à un passé récent, ils prêchaient ouvertement la doctrine d'un Etat fasciste... ».

Le prix nobel de la lamentation Elie Wiesel, a jugé lundi que M. Ahmadi-Nejad : "est une honte pour les Nations unies, pour la diplomatie mondiale et pour l'humanité tout entière", a-t-il estimé, en marge d'une cérémonie de commémoration de la Shoah.

"J'étais scandalisé, parce qu'il a tout repris de Durban I".

(voir Le Figaro :

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/04/20/01011-20090420FILWWW00532-ahmadinejad-est-une-honte-wiesel.php>

Elie Wiesel a un sens aigu de l'humanité (et de la justice), voir par exemple :

<http://www.lemonde.fr/cgi->

[bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1072569/](http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1072569/)

"il avait qualifié l'investisseur américain Bernard Madoff, accusé d'une gigantesque fraude, de "psychopathe" qui devrait être placé à l'isolement, selon des propos rapportés vendredi 27 février par le New York Post. La Fondation Elie Wiesel avait donné en gestion la quasi-totalité de ses avoirs à la société de Bernard Madoff, soit plus de 15 millions de dollars, précise le quotidien."Psychopathe est un mot trop gentil pour le qualifier", a déclaré M. Wiesel. "Il devrait être placé à l'isolement pendant au moins cinq ans avec un écran sur lequel seraient diffusées des photos de ses victimes [...] Il faudrait inventer n'importe quoi pour le faire souffrir " la photo du président iranien (avec celle d'Elie Wiesel) pendant 5 ans ?(!)

m-a

simagrée : comportement affecté, destiné à attirer l'attention, à tromper.

Faire des simagrées => Chichi, façon, grimace, manière, minauderie, singerie, mine

(Dictionnaire Robert - le grand, 9 volumes)

Maan News

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=11718&type=analyse&lesujet=Apartheid>

1-10 Solidarité : Analyse de l'article de Bernard Ravenel : Après Gaza, quelle nouvelle donne pour le projet national palestinien ?

(n°451 - Les Dossiers 'Géopolitique et stratégie' de Palestine - 18-04 : - MM1- : Gisements gaziers: la clé de Gaza ?

Simple militant sexagénaire indépendant ne pouvant pas me prévaloir d'un titre présidentiel, mais passant un minimum de cinq heures par jour (et parfois nuit) « sur » le drame palestinien, je ferai ci-dessous à toute fin

utiles les remarques suivantes non exhaustives à partir de quelques extraits que je ne pense pas trahir. Sachant qu'une analyse est forcément personnelle, mais qu'il peut s'avérer prudent de la soupoudrer modestement de « il me semble » ou encore de « sauf erreur d'interprétation de ma part ». »

Voici, à toutes fins utiles, mon point de vue faillible de simple petit militant indépendant sur le point de vue de Ravenel

B.Ravenel : Avec la fin d'Annapolis et la guerre à Gaza, Israël vient de perdre irrémédiablement l'occasion de faire la paix avec le nationalisme « non-confessionnel » arabe (l'offre du plan de paix arabe). Demain il aura à faire à un monde arabe

Quelle est la marque de la boule de cristal ?

.Lorsqu'Israël a lancé ses repréailles, les Qassam tirées de Gaza avaient tué, bien avant, une personne, blessé quelques unes et fait des dommages mineurs à Sdérot.

Il eut été bon de souligner non seulement que les Quassam ne sont pas tirées exclusivement par des membres du Hamas, sauf erreur, mais encore, si c'est bien le point de vue de Bernard Ravenel, qu'elle tombe sur des territoires occupés depuis plus de 60 ans par des occupants illégitimes ; alors que Sdérot est construit sur et autour d'un village arabe rasé et que les frontières généreusement (pour la partie sioniste) délimitées pas la résolution 181 étaient bien différentes en ce qui concerne ce secteur de Gaza ? Rappel : la résolution 242 du conseil de sécurité de l'ONU rappelle – postérieurement il est vrai - l'inadmissibilité ..que

Bilan incomparable avec les 500 morts,

Ce nombre pour les trois premiers jours semble minimaliser le drame , alors qu'il était impératif ici de rappeler didactiquement le bilan final plus dramatique

. Donc la guerre asymétrique n'est pas menée contre des hommes mais contre une société de non-hommes.

C'est cette vision du monde Il eut fallu écrire « C'est cette vision talmudique du monde ... »

Tel a dû – ou a pu – être le raisonnement politique de la direction du Hamas,

C'est là où la modestie s'impose particulièrement , sauf à être dans le secret des dieux

. Cela supposait donc exposer la population civile gazaouie à un danger maximum d'autant qu'il semble que rien n'était prévu auparavant comme protection de la population en cas d'attaque... Des mesures de « défense passive ».

Avec quel argent ?

Finalement, ce qui a compté pour la direction du Hamas,

Affirmation non démontrée

Le Hamas a imposé son agenda propre qui sert d'abord sa stratégie politique propre de construction de son pouvoir para-étatique sur une partie de la Palestine.

Est-ce son but final ?

D'abord en voulant démontrer qu'il est le seul représentant authentique de la résistance populaire d'abord à Gaza – quitte à réprimer violemment les autres composantes qui ont combattu avec lui (Fatah, Front Populaire, Front démocratique et Jihad islamique [2])

Qu'est-ce qui permet à Bernard Ravenel d'être certains qu'il ne s'agit pas là, outre de possible règlements de compte entre clans, de véritable collabos.

La méthode est aussi déplorable qu'expéditive, mais en temps de massacres (car il ne s'est pas agit d'une guerre) et destructions par les sionistes, la mise en prison en attendant jugement avec avocat ... Mais peut-être y eut-il, dans le triste lot, des victimes innocentes parmi ces personnes

L'Autorité palestinienne en Cisjordanie mène sous la supervision du général américain Keith Dayton

Ce qui est absolument inadmissible par tout Palestinien patriotes surtout quand c'est dirigé contre des Palestiniens résistants

Et ce fut le tire de roquette suivi

Le tir de roquettes, je présume

. Elle a montré que le Hamas, plutôt que de choisir la voie de la mobilisation politique de la société de Gaza – mobilisation qui aurait pu être unitaire et donc nationale,

Comment être unitaire, en de telles circonstances, avec des collabos

Il semble bien, de l'aveu de K. Mechaal, que les dirigeants du Hamas

Une référence eut été intéressante

Quel avenir pour le mouvement national palestinien ?

Il n'y a pas de mouvement national palestinien uni de libération. Il y a, sauf erreur, dans l'aile droite du Fatah, si ce n'est Abbas lui-même, forcément plusieurs personnes quelqu'un qui, avec leur clientèle (leurs lieutenants et leur entourage) qui espèrent devenir président d'un état fait de cinq bantoustans avec tous les avantages matériels nationaux t internationaux y affèrent. Et aucun de ceux-là n'a intérêt voir libéré Marwan Bargouthi

Il nous d'abord distinguer l'Autorité palestinienne du Fatah. L'Autorité palestinienne a un gouvernement

Elle a aussi un ex-président non ?

.... dirigé par S. Fayyad

Une « créature » de l'établissement financier occidental impérialiste

On en revient donc à la problématique de la « troisième voie », celle de la résistance populaire non-violente, comme le fut la première Intifada en 1987 et comme souhaiteraient la développer nos amis de Bilin, de Nilin ou de Massara et Mustapha Barghouti.

Ne pas oublier Omar Barghouti

Cette lutte d'abord ne peut tenir que si elle est directement soutenue à la fois par un ensemble représentatif de forces sociales et politiques à l'intérieur et par le mouvement de solidarité internationale à l'extérieur.

A condition que ce mouvement de solidarité nationale s'exprime clairement sur sa façon de concevoir l'avenir de l'entité sioniste. Même si c'est bien évidemment aux seuls Palestiniens de la planète entière de se prononcer sur « la solution finale » et ce, sur la base d'un référendum en deux votes à plusieurs réponses graduées possibles de préférence

Déjà la présence organisée d'« internationaux » en Palestine (missions civiles, soutien à la cueillette des olives, à la résistance populaire non-violente, etc...) préfigurent ce rôle.

Etrange idée. Des civils officiellement présents à côté, par exemple, de soldats de l'ONU et coopérant avec eux ?

Ce qui rend encore plus important le rôle de l'Europe et, par conséquent, le rôle du mouvement de solidarité en Europe et la nécessité de centrer la mobilisation politique sur le retour au droit

Et le droit au retour ? Est-il compatible avec la perception de ce que devait être l'avenir de l'entité sioniste aux yeux du président de l'AFPS ?

..... qui reste l'enjeu du conflit.

Hélas la résolution 181 déjà n'était pas conforme au droit et la Charte du « machin onusien » ne lui permettait pas de voter la dite résolution qui n'était qu'une recommandation d'un plan de partage avec une répartition territoriale telle que celle du 10 Mai 1949 savéra très différente

[4] La déclaration d'I. Hanyieh selon laquelle le Mouvement islamiste ne hissera pas le drapeau blanc « même si tout Gaza est détruite » est irresponsable.

Il est irresponsable de présenter comme irresponsable une déclaration qui, de toute évidence, est destinée, dans un style qu'on qualifie parfois de typiquement arabe, à la mobilisation de la fière population palestinienne et à l'opinion publique internationale.

Ma conclusion personnelle faillible ... provisoire : le drame palestinien plus que sexagénaire, tout dépend du point de vue qu'on en a par rapport à l'endroit où on se place.

Par Solidarité.

solidarite@nordnet.fr

1-11 Jean Dorna : Sur la théorie du "choc des civilisations"

Assalamou alaykum,

Ne soyez pas étonnés par ce titre. Il est le reflet de ce qui se passe au Moyen-Orient.

Vous connaissez tous, je pense, si vous êtes habitués à altermonde, ce qu'est la monstrueuse théorie du « choc des civilisations » qui donne, schématiquement ceci : L'élimination programmée du monde musulman, puis du monde asiatique et enfin de l'Europe si celle-ci n'accepte pas l'esclavage imposé par les Etats-Unis.

Cette aberration de l'esprit, ce délire « mystique », une mystique liée bien plus à la domination du monde qu'à un quelconque dieu, est en train de s'appliquer, sous nos yeux. Les acteurs du crime sont connus et identifiés...

Côté agresseurs :

Le gouvernement des Etats-Unis, composé de néoconservateurs pour qui la vie des peuples autres qu'américain n'a nulle valeur, composé aussi de sectes protestantes vivant pour et par la haine, un Président falot qui fait ce qu'on lui dit de faire. Autre caractéristique tragique, ce pays dispose de l'armée la plus puissante, donc la plus potentiellement criminelle. Point commun : Leur haine et leur mépris du monde musulman en général et arabe en particulier.

Le gouvernement et l'armée d'Israël. Gouvernement et armée sont indissociables, les uns vivent par les autres et vice-versa. Leur point commun ? La haine de l'Arabe, le mépris pour la plupart des autres peuples.

Côté « reste du monde » :

Des gouvernants de très nombreux pays qui, quoi qu'ils pensent, quelle que soit leur volonté de lutter pour la justice, ne peuvent rien faire tant l'Amérique bloque toute possibilité de sagesse et d'intelligence, toute initiative de paix.

Les complices par silence, avec, à la première place l'Europe. A mes yeux, c'est le camp des lâches.

Côté victimes :

Le peuple palestinien, le peuple libanais, le peuple irakien, et le peuple afghan. Point commun : Ils sont tous à dominante musulmane et les trois premiers sont des peuples arabes. Et puis, il y a les victimes potentielles, déjà désignées : La Syrie et l'Iran, deux pays musulmans encore...

Effets de la propagande américaine

Si l'on est un peu lucide, on se rend compte de l'avancée des thèses racistes anti-musulmanes de l'Etat américain dans le monde. Non seulement, ce gouvernement bloque les initiatives de paix, et suscite la complicité silencieuse de l'Europe, mais sa propagande de haine contre le monde musulman et arabo-musulman atteint nombre de citoyens dans les pays du monde.

C'est très visible en France, et ce fut choquant lors de la finale de la dernière coupe du monde au travers des insultes du joueur italien contre Zidane. Dire que cela n'a rien à voir revient à enfouir sa tête dans le sable pour ne surtout pas voir la réalité. L'Italie a été gouvernée plusieurs années par Berlusconi, « grand ami » de Bush et de ses « copains » néoconservateurs... Donc la haine raciale peut galoper au plus grand plaisir des manipulateurs du « choc des civilisations »..

Ne nous croyons pas supérieurs : Lorsque Sarkozy gouvernera le pays, si les citoyens manquent de lucidité au point de voter pour lui, la même propagande agira. N'a-t-il pas dit, en substance, lors d'un voyage aux USA qu'il

se sentait plus chez lui là-bas qu'ici en France ? On sait qu'il vient de recevoir Silvio Berlusconi en privé ; on sait aussi les liens étroits qu'il a bâtis avec les dirigeants israéliens, y compris avec les forces répressives israéliennes... Donc...

Tout cela va dans le même sens. Peu de pays européens ont encore une politique indépendante des Américains face aux pays arabo-musulmans. Pour l'essentiel, ils ont adopté la haine de leur « maître étasunien » en se taisant et en laissant se développer, par médias interposés, les thèses racistes.

Quel sens donner à la guerre israélienne contre ses voisins ?

Dans un tel contexte, la guerre que livre Israël contre les Palestiniens n'est évidemment plus qu'un prétexte. Certes, les dirigeants du petit pays escomptent toucher les dividendes de leur complicité avec l'équipe Bush par le vol définitif de l'essentiel du territoire palestinien. C'est évident et c'est le seul lien avec les origines de ce conflit de soixante ans qui martyrise la région. Toutes les excuses officielles fournies par cet Etat ne sont que poudre aux yeux.

La véritable motivation est ailleurs : Pour les dirigeants américains, ce conflit est une merveille qui permet d'imposer et d'appliquer leur volonté de guerre contre tout le monde arabe, tout le monde musulman. La démenche a saisi les dirigeants américains mystico-profiteurs et a toutes les chances de nous entraîner dans une conflagration majeure. S'ils réussissent cette abomination, il n'est pas certain que l'humanité s'en remettra. Le crime qui se prépare, là, déjà, sous nos yeux, par l'attaque simultanée contre le Liban et contre Gaza, sera à la hauteur, voire pire, que les abominations de la seconde guerre mondiale. C'est à un génocide qu'il faut nous préparer !

Peuvent sourire ceux qui veulent sourire. Qu'ils constatent simplement tout ce qui est déjà en place et tout ce qui se met en place :

Deux agresseurs majeurs, Etats-Unis et Israël, dotés d'armes de destruction massives qu'ils adaptent pour pouvoir les utiliser et sembler moins criminels ;

Une communauté internationale démunie pour certains et lâches pour les autres ;

L'ennemi désigné, le monde arabo-musulman et les musulmans en général.

Tout le scénario est en place, tragiquement en place !

Face à cela, il ne faut vraiment pas avoir peur d'être accusés d'antisémitisme. Le ridicule couvre ceux qui l'utilisent pour tout et n'importe quoi. Ce qui est important, si nos gouvernants sont complices et lâches, c'est que nous, nous n'avons pas le droit de nous taire ! C'est un devoir humain de montrer ce que nous savons, de dire ce que nous avons compris, de mettre en évidence ce qui peut l'être.

Je ne pourrais rien faire pour arrêter la monstrueuse machine des crimes contre l'humanité à venir, mais je ne serai pas complice ! Ceci, chacun de nous peut le faire, doit le faire ! C'est la démarche qui me motive et qui justifie à la fois la publication régulière d'articles concernant la Palestine et cette journée spéciale Moyen-Orient sur altermonde..

Vous découvrirez une série d'articles, plusieurs venant de citoyens juifs israéliens. Ces témoignages sont essentiels. Ne les méprisez pas et comprenez ce qui se joue, ce qui se met en place. Comprenez qu'il n'y a nul antisémitisme dans cette démarche, tout au contraire. Si Israël, l'Etat et l'armée, poursuit dans cette voie, je suis convaincu qu'au final, ce sont tous les citoyens israéliens qui le paieront et connaîtront, une fois de plus, un drame abominable. Et de cela, je ne me réjouis pas plus que des souffrances palestiniennes.

Il y a une seule perdante dans l'abomination du « choc des civilisations » : Elle se nomme « famille humaine » au-delà des ethnies, des cultures, des religions... Chaque vie est unique et précieuse !

Jean Dorna

Sources : <http://www.altermonde-sans-frontiere.com/spip.php?article1358>

2 Annexe

2-1 Julien Salingue : Un siècle de conflit entre le Sionisme et les Palestiniens.

1. Le développement du sionisme : du Congrès de Bâle à la naissance d'Israël

Le 1er Congrès Sioniste se réunit en août 1897, à Bâle. Il consacre la transformation en mouvement politique d'un courant idéologique né en Europe au cours de la 2nde moitié du 19ème Siècle. Face au développement de l'antisémitisme, les sionistes postulent l'impossibilité d'une coexistence entre Juifs et nations européennes et préconisent en conséquence la création d'un Etat juif. Ce courant est très minoritaire chez les Juifs, beaucoup plus attirés par les organisations ouvrières, tel le parti Bund qui regroupe en Europe orientale des centaines de milliers de militants juifs se revendiquant du socialisme.

Les résolutions du Congrès de Bâle déterminent les objectifs du mouvement sioniste. Le but est « d'assurer au peuple juif un foyer en Palestine garanti par le droit public ». Pour y parvenir, les délégués recommandent « l'encouragement systématique à la colonisation de la Palestine » et « des démarches (...) afin d'obtenir des gouvernements le consentement nécessaire pour atteindre le but du sionisme ».

Ces 2 recommandations annoncent 2 contradictions qui structureront, et structurent encore, le conflit entre Israël et le peuple palestinien. La 1ère est la contradiction entre la volonté de créer un Etat juif en Palestine et la présence d'un peuple sur cette terre (il n'y a que 5% de Juifs en Palestine en 1900). La 2nde est la contradiction entre la rhétorique émancipatrice du sionisme et sa communauté d'intérêts avec les pays impérialistes.

Le projet sioniste est un projet colonial qui suscite la désapprobation des autochtones. Il a donc besoin de l'appui des puissances qui dominent la région, notamment de la Grande-Bretagne qui exerce un mandat sur la Palestine après la Première Guerre Mondiale. Ce soutien est affirmé en novembre 1917 par le Ministre Britannique des Affaires étrangères, Lord Balfour, qui déclare que « le Gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer National pour le peuple juif ».

Les Britanniques ont été convaincus par les garanties données par Chaïm Weizmann, dirigeant sioniste résidant à Manchester. Il a repris l'argument de Theodor Herzl, considéré comme le Père fondateur du sionisme, qui écrivait que l'Etat juif serait « l'avant-garde de la civilisation contre la barbarie ». Le 1er gouverneur britannique de Jérusalem déclare au début des années 20 que l'Etat juif sera « un petit Ulster juif loyaliste dans un océan d'arabisme potentiellement hostile ».

Fort de ce soutien, la colonisation s'accélère dans les années 20 et 30. L'allégeance sioniste aux intérêts impérialistes se concrétise en 1936 : lors du 1er soulèvement des Palestiniens contre la colonisation juive et la tutelle britannique, les milices sionistes épaulent l'armée britannique pour écraser une révolte qui menace de prendre une tournure régionale.

La Seconde Guerre Mondiale et le génocide confèrent une légitimité nouvelle au sionisme. De plus, les grandes puissances voient plutôt d'un bon œil la création d'un Etat allié au cœur d'une région fortement déstabilisée par le développement des mouvements anti-coloniaux. En novembre 1947, l'ONU décide d'un partage de la Palestine entre un Etat juif (54% du territoire) et un Etat arabe (46%).

Les Juifs ne représentent alors qu'1/3 de la population. Les dirigeants sionistes vont tout mettre en œuvre pour étendre la superficie de l'Etat juif et pour en expulser les non-Juifs : la colonisation n'ayant pas suffi, il faut en passer par le nettoyage ethnique. Lorsqu'en mai 1948 Israël proclame son indépendance, qui déclenche la 1ère guerre israélo-arabe, 400 000 Palestiniens ont déjà été chassés ; à l'armistice (1949), Israël a conquis 78% de la Palestine et 800 000 Palestiniens sont réfugiés.

2. La montée du nationalisme palestinien : de la création de l'OLP à l'Intifada

Il faudra attendre près de deux décennies après la création de l'Etat d'Israël pour que les Palestiniens puissent se doter d'une représentation nationale propre et que leur sort ne demeure plus entre les mains des seuls Etats arabes. Après l'armistice de 1949, la Cisjordanie est annexée par la Jordanie tandis que Gaza est sous contrôle de l'Egypte. Ces 2 Etats empêchent l'émergence d'une direction palestinienne autonome et instrumentalisent la cause palestinienne dans le cadre des rivalités inter-arabes.

C'est dans ce contexte qu'est fondée en 1964 l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), une création des Etats arabes, et non un organe dont se seraient dotés les Palestiniens. La charte de l'OLP précise par exemple que l'organisation n'exerce aucune souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza. Le nationalisme arabe et le panarabisme sont à leur apogée, et la question palestinienne est pensée dans le seul cadre de la question arabe. Dès 1959, des Palestiniens exilés au Koweït créent le Mouvement National Palestinien de Libération (Fatah). Yasser Arafat, Farouk Kaddumi, Khalil al-Wazir (Abu Jihad) et Salah Khalaf (Abu Iyad) dénoncent la passivité des régimes arabes et revendiquent la « Palestinisation » de la lutte. Le Fatah se développe notamment dans les camps de réfugiés de l'extérieur et à Gaza et décide, en 1965, de se lancer dans des actions armées contre Israël.

L'écrasante victoire d'Israël lors de la Guerre des 6 jours en juin 1967 porte un coup fatal au nationalisme arabe et renforce la crédibilité et l'audience du Fatah. Le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP, d'inspiration marxiste, partisan de la lutte armée) est créé en 1967 suite à une scission du Mouvement Nationaliste Arabe (MNA). En mars 1968, le Fatah tient tête à l'armée israélienne à Karameh, en Jordanie, et voit son prestige s'accroître. Au tournant des années 1968-69 les organisations de guérilla, Fatah en tête, prennent le contrôle de l'OLP et Arafat en est élu Secrétaire Général.

La cause palestinienne suscite l'adhésion des populations arabes et stimule la contestation des régimes en place, y compris sur les questions sociales et démocratiques. En 1970-71, l'OLP est chassée d'une Jordanie menacée de déstabilisation et s'installe au Liban. Parallèlement le mouvement nationaliste se développe dans les territoires occupés. Une génération militante y émerge durant les années 70 et 80, qui revendique une relative autonomie vis-à-vis de la direction extérieure de l'OLP, tout en reconnaissant sa légitimité. Les factions de gauche (Parti Communiste, FPLP et FDLP, scission du FP) sont proportionnellement plus fortes dans les territoires occupés que dans l'OLP.

Dès les années 70, la direction Arafat s'est résolue à une solution négociée et tente d'acquérir une légitimité sur la scène internationale. Le mouvement se bureaucratise et développe au Liban un appareil de plusieurs milliers de membres que certains considèrent comme un « Etat dans l'Etat ». La direction de l'OLP revendique le monopole de la représentation, refusant de laisser trop d'autonomie à des cadres de l'intérieur plus radicalisés par le combat quotidien contre l'occupation.

La combinaison du développement du nationalisme dans les territoires palestiniens et de la violence de l'occupation israélienne débouche, en décembre 1987, sur une explosion en Cisjordanie et à Gaza : l'Intifada. Toutes les catégories de la population sont impliquées dans un soulèvement qui n'a pas été initié par la direction de l'OLP. Les cadres de l'intérieur participent à la mise en place de structures d'auto-organisation de la lutte, comme le Commandement National Unifié (CNU), direction légitime et reconnue de l'Intifada. L'ensemble des courants politiques, y compris les factions islamiques (Hamas et Jihad islamique), en pleine expansion dans les années 80, participent à l'organisation de l'Intifada.

Manifestations de masse, grève des impôts, mouvements de prisonniers... La résistance est multiforme, populaire et remet la question palestinienne au cœur des débats internationaux. A l'été 1988, le Roi de Jordanie

renonce à toute souveraineté sur la rive ouest du Jourdain. En novembre 1988, lors du Conseil National Palestinien d'Alger, l'OLP proclame l'Etat indépendant de Palestine, reconnaît officiellement Israël et exige la tenue d'une conférence internationale. S'appuyant sur un soulèvement qui s'essouffle peu à peu et qu'elle contrôle de plus en plus étroitement, la direction de l'OLP se place comme l'interlocuteur incontournable de toute négociation. Tandis que l'Intifada s'éteint au début des années 90, confrontée à la répression et à l'isolement international, la direction Arafat se consacre exclusivement à la diplomatie.

3. Le piège d'Oslo et du « processus de paix »

Après la chute de l'URSS, les Etats-Unis, seule superpuissance, entendent imposer un « Nouvel Ordre Mondial », qui implique un « Nouveau Moyen-Orient ». Il s'agit de démontrer l'hégémonie militaire états-unienne (guerre d'Iraq) et son hégémonie diplomatique, via un règlement, au moins en apparence, de la question palestinienne. Les Etats-Unis forcent Israël, chantage financier à l'appui, à négocier.

La direction de l'OLP, très affaiblie par le soutien d'Arafat à Saddam Hussein, n'est pas invitée aux négociations qui s'ouvrent en octobre 1991 à Madrid. Les membres de l'OLP qui y participent viennent des territoires occupés. Des contacts secrets sont néanmoins établis entre des proches d'Arafat et des dirigeants israéliens : un 2nd canal de négociations se met en place à Oslo. Le faible niveau d'exigence des négociateurs d'Arafat tranche avec la fermeté des Palestiniens de l'intérieur, ce qui convainc Israël de choisir le canal d'Oslo.

Israël estime que la direction Arafat est suffisamment affaiblie mais encore assez légitime pour faire accepter Oslo à la population. Depuis 1967 et l'occupation de toute la Palestine, Israël est confronté à une difficulté car les Palestiniens sont restés et donc sous sa responsabilité : comment préserver simultanément le caractère juif et les prétentions démocratiques d'Israël ? Les Accords d'Oslo, officialisés en septembre 1993, tentent de répondre à ce problème : maintien de l'emprise israélienne sur l'essentiel de la Palestine tout en accordant « l'autonomie » aux zones les plus peuplées. L'Autorité Palestinienne (AP) est créée pour administrer ces zones.

L'armée évacue les villes et les camps (« Zones A », moins de 20% de la Cisjordanie et de Gaza) et garde le contrôle du reste des territoires occupés depuis 1967 (« Zones B et C », plus de 80%). Le nombre de colons double entre 1993 et 2000, tandis que l'AP joue essentiellement un rôle de coopération économique et sécuritaire avec Israël. A l'été 2000, le Premier Ministre Barak propose un règlement définitif : fragmentation de la Cisjordanie, domination israélienne sur Jérusalem et négation du droit au retour des réfugiés.

Arafat refuse ce plan, conscient qu'il sera rejeté par la population. En septembre 2000, les Palestiniens se soulèvent, exprimant leur colère contre la poursuite de l'occupation et leur défiance vis-à-vis des négociations. La répression est féroce. Arafat, qui a encouragé le soulèvement en espérant se renforcer dans les négociations, est déclaré persona non grata par Bush et Sharon, qui exigent des réformes de l'AP pour donner du poids à des individus plus fiables, tels que Mahmoud Abbas.

Après la mort d'Arafat et l'avènement d'Abbas (2005), Israël et les Etats-Unis imposent des élections législatives à l'AP, pour faire émerger un gouvernement prêt à signer une reddition définitive. Mais la population choisit le Hamas, qui s'est développé dans les années 90 et 2000 en alliant critique d'Oslo, soutien matériel aux populations et poursuite de la lutte. Un vote politique et non religieux, pour l'organisation qui incarnait le mieux, aux yeux de la population, la résistance et le refus des compromissions.

Depuis, Israël et ses alliés font payer à la population son vote et essaient de neutraliser le Hamas : boycott diplomatique et économique, tentative de renversement du gouvernement en juin 2007, offensives militaires contre Gaza, arrestations de dirigeants et militants du Hamas avec la complicité de l'AP. La récente offensive contre Gaza n'est que le dernier avatar de cette politique.

Telle est la logique du « processus de paix » : la « paix » se fera aux conditions d'Israël, l'interlocuteur palestinien devra capituler ou sera liquidé. L'« autonomie palestinienne » n'était que la poursuite de l'occupation par d'autres moyens. En Palestine, nombre de voix s'élèvent aujourd'hui pour affirmer que l'heure est à la réflexion sur les formes de la lutte et à la reconstruction de la résistance.

4. Chronologie succincte

Août 1897 : Premier Congrès sioniste.

Novembre 1917 : Déclaration Balfour.

Juillet 1922 : Début du Mandat Britannique sur la Palestine.

1936-1939 : Premier soulèvement palestinien contre la colonisation et la tutelle Britannique.

29 novembre 1947 : Résolution 181 de l'ONU qui consacre le partage de la Palestine.

14 mai 1948 : Déclaration d'indépendance d'Israël, début de la première guerre israélo-arabe

11 décembre 1948 : Résolution 194 de l'ONU, qui affirme « qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés [palestiniens] qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible (...) ».

Juillet 1949 : Fin de la guerre. Israël occupe 78% de la Palestine. Aucun réfugié n'est rentré.

Mai 1964 : Création de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP).

Juin 1967 : Guerre des 6 jours. Israël quadruple sa superficie et contrôle toute la Palestine.

Septembre 1970 : « Septembre noir » : l'armée jordanienne massacre des milliers de combattants palestiniens dans les camps de Jordanie.

Juin 1982 : Début de l'invasion israélienne du Liban, qui contraindra l'OLP à fuir en Tunisie.

16-17 septembre 1982 : Massacres dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila, au Liban. Les milices chrétiennes alliées d'Israël assassinent 3000 Palestiniens.

9 décembre 1987 : Début de la première Intifada.

13 septembre 1993 : Signature, à Washington, de la « Déclaration de principes », qui débouchera sur les Accords d'Oslo.

29 septembre 2000 : Début de la « Deuxième Intifada ».

11 novembre 2004 : Mort de Yasser Arafat.

Janvier 2005 : Election de Mahmoud Abbas (Abu Mazen).

Janvier 2006 : Victoire du Hamas aux élections législatives.

Juin 2007 : Tentative de renversement du Hamas à Gaza.

Décembre 2008-janvier 2009 : Opération « Plomb durci » contre Gaza. 1300 morts et 5000 blessés.

Article publié dans le numéro 1 de la revue mensuelle du NPA (avril 2009)

Julien Salingue

27 avril

<http://juliensalingue.over-blog.com/article-30732191.html>

2-2 La fortune cachée du fils de Mahmoud Abbas.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

L'opinion publique palestinienne a vivement réagi à l'entretien accordé par Yasser Abbas au magazine économique de Dubai, *Al-Aswak.net*.

Yasser Abbas est le fils de Mahmoud Abbas (Premier ministre de l'Autorité palestinienne en 2003, puis président du 15 janvier 2005 au 9 janvier 2009).

Il serait aujourd'hui la principale fortune de Palestine. Selon ses déclarations, il aurait commencé à faire des affaires en 1996, c'est-à-dire après que son père eut négocié et signé les Accords d'Oslo, mais avant qu'il ne devienne Premier ministre.

Il aurait débuté en obtenant le monopole d'importation de cigarettes états-uniennes (Kent, Lucky, etc.) au titre de sa société Falcon Tobacco.

Puis, il aurait créé diverses sociétés d'import-export au sein du Falcon Trading Group. Ses activités actuelles lui rapporteraient environ 35 millions de dollars par an (soit 12 000 fois le salaire moyen dans les Territoires occupés).

Sans remettre en cause les talents de M. Abbas Junior, force est de constater que sa fortune provient de l'attribution d'une licence exclusive des cigarettes de British American Tobacco et de l'attribution de licences d'import-export par le gouvernement israélien.

Yasser Abbas n'ayant rendu aucun service aux autorités états-uniennes et israéliennes, la question se pose donc de savoir si ces licences —et par voie de conséquence sa fortune— ne sont pas une rétribution indirecte de l'action de son père au service de Washington et de Tel-Aviv.

Au passage rappelons que le mandat présidentiel de Mahmoud Abbas s'est terminé le 9 janvier 2009. En l'absence d'élections et selon les dispositions de la Constitution palestinienne, le président de l'Assemblée, Abdel Aziz Duwaik, assure l'intérim.

Cependant, M. Abdel Aziz Duwaik ayant été enlevé par les Israéliens, le 6 août 2006, et étant retenu prisonnier, M. Abbas père a appliqué des dispositions constitutionnelles conservatoires et a prorogé lui-même son mandat d'un an.

Sans remettre en cause les talents de M. Abbas Senior, force est de constater qu'il est aujourd'hui président de l'Autorité palestinienne non par la volonté de son peuple, mais par une manœuvre des autorités israéliennes.

Dans le même entretien, Yasser Abbas a également déclaré que la majorité des hommes d'affaires palestiniens, y compris lui-même, collaboraient avec les Israéliens.

<http://www.voltairenet.org/article159856.html>

25 avril 2009

2-3 La famille de Mahmoud Abbas percevait également de l'argent de l'USAID.

La publication du bilan de l'USAID (Agence du département d'État chargée de l'aide au développement) fait apparaître diverses opérations controversées en Palestine.

En mai 2005, l'USAID a signé un contrat de 1 890 000 USD avec Falcon Electro Mechanical Contracting Company pour la construction d'une usine de traitement des eaux usées à Hebron (Cisjordanie). Un autre contrat, moins important, a été signé avec la célèbre firme du Colorado CH2M HILL, qui l'a fait sous-traiter, pour un montant de 296 933 USD, par First Option Project Construction Management.

Or, Falcon Electro Mechanical Contracting Company et First Option Project Construction Management sont des sociétés de Yasser Abbas, un des trois fils de Mahmoud Abbas.

Le 5 mai 2006 (soit juste après la victoire du Hamas aux élections législatives), l'Agence a signé un contrat de 659 600 USD avec le cabinet de relations publiques Sky Advertising pour améliorer l'image des États-Unis auprès des Palestiniens et réduire leur scepticisme quant à l'aide économique apportée par le peuple états-unien. En définitive, ce contrat a été étendu et a atteint 998 495 USD. Il ne servait évidemment pas à grand chose, l'opinion des Palestiniens se fondant sur les éléments de leur vie quotidienne.

Quoi qu'il en soit, Sky Advertising est une des sociétés de Tarek Abbas, un autre fils du leader du Fatah, Mahmoud Abbas (qui venait de perdre les élections).

Ces informations, qui s'ajoutent à celles dont nous avons déjà rendu compte, font apparaître le système par lequel Washington a enrichi personnellement la famille du président *de facto* de l'Autorité palestinienne.

<http://www.voltairenet.org/article159910.html>

2-4 Les langues continuent à se délier sur l'influence du lobby sioniste aux Etats-Unis.

Les effets de l'ouvrage de John Mearsheimer et Stephen Walt ne cessent de se manifester aux Etats-Unis où les langues de hauts responsables se délient au sujet de l'influence du lobby sioniste sur la politique de leur pays. Ces hauts responsables ne sont ni antisémites, ni même particulièrement hostiles à l'entité sioniste. Simplement, ils aimeraient que la politique étrangère de leur pays soit conçue d'abord en fonction des intérêts de ce dernier. Ce qui, selon eux, n'est apparemment pas le cas.

Après Chas Freeman, c'est au tour de John Gunther Dean, un ancien ambassadeur des Etats-Unis, de se livrer à des accusations contre l'entité sioniste, dont celle d'avoir attenté à sa propre vie et à celle de sa famille à Beyrouth en 1980. Son tort ? Avoir noué des contacts avec l'Organisation de Libération de la Palestine.

Dans cette époque nouvelle (et ultime avant sa disparition) qui s'annonce pour le sionisme, il ne restera aux partisans de Sion, outre la force brutale, que le black-out sur les informations qui pourraient choquer les opinions occidentales et la propagande (en général sous couvert « d'experts » agréés par les ambassades sionistes).

Un diplomate Etatsunien écrit à propos des menaces israéliennes

Par Barbara Crossette, The Nation (USA) 31 mars 2009, traduit de l'anglais par Djazairi

Après l'accusation portée par Chas Freeman sur le blocage de sa nomination comme chef du National Intelligence Council par un « lobby israélien », les mémoires en instance de publication d'un autre éminent ambassadeur ajoutent de nouvelles accusations fracassantes au débat. L'ambassadeur John Gunther Dean écrit que, au cours des années, il n'a pas seulement fait l'objet de pressions de la part d'organisations pro israéliennes et d'officiels à Washington mais qu'il a été aussi visé par une tentative d'assassinat inspirée par Israël en 1980 au Liban où il avait inauguré des liens avec l'Organisation de Libération de la Palestine.

Les soupçons de Dean selon qui des agents Israéliens auraient aussi pu être impliqués dans le mystérieux accident d'avion qui avait tué en 1988 le général Zia ul Haq, président du Pakistan, avait finalement abouti à la décision par Washington de le déclarer inapte psychologiquement, ce qui l'avait contraint à se retirer des affaires étrangères après trente ans de carrière. Après son retrait du service public, il a été réhabilité par le Département d'Etat, décoré pour ses états de services et finalement encouragé à écrire ses mémoires. Agé maintenant de 82 ans, Dean considère les attentions positives dont il a fait l'objet comme prouvant que les accusations d'aliénation mentale (qu'il qualifie de staliniennes) étaient fausses, supposition qui sera confirmée ultérieurement par un ancien directeur du service médical du Département d'Etat.

Dean, dont les mémoires sont intitulées « Zones de Danger: le combat d'un diplomate pour les intérêts de l'Amérique, » était ambassadeur des Etats-Unis au Liban en août 1980 quand un convoi de trois voitures qui le transportait avec sa famille avait été attaqué près de Beyrouth.

« J'avais été la cible d'une tentative d'assassinat par des terroristes qui utilisaient des fusils automatiques et des armes anti tank fabriqués aux USA et livrés à Israël, » écrit-il. « Des armes payées par les Etats-Unis et fournies à Israël étaient utilisées dans la tentative d'assassiner un diplomate Américain ! » Après cet événement, les théories conspirationnistes avaient fleuri au Moyen orient sur l'identité des organisateurs possibles de l'attentat et de ses motifs. Le Liban était dangereusement divisé en factions.

Le Département d'Etat avait enquêté, explique Dean qui n'a jamais été informé des résultats obtenus. Il écrit « avoir été au téléphone pendant trois semaines » pour ne rencontrer qu'un mutisme officiel à Washington. Depuis, Dean a appris d'experts en armement aux Etats-Unis et au Liban que les armes et les munitions utilisées pour l'attentat avaient été données par les Israéliens à une milice chrétienne alliée avec eux.

« Je sais avec une certitude absolue que le Mossad, le service de renseignements israélien, était impliqué à un niveau ou à un autre dans l'attentat, » écrit Dean qui rappelle les sévères critiques qu'il a subies de la part des politiciens et des médiats israéliens pour ses contacts avec les Palestiniens. « Sans aucun doute, notre allié israélien a essayé de me tuer en se servant d'un intermédiaire. »

Les mémoires de Dean, qui doivent être publiées en mai pour le compte de l'Association for Diplomatic Studies et des Training Memoir Series par New Academia Publishing, ont été lus et approuvés pour publication par le Département d'Etat avec seulement quelques changements mineurs, ne touchant pas aux points les plus importants soulevés par Dean. Le fil conducteur de son livre est que la diplomatie américaine devrait servir les intérêts américains, non ceux d'un autre pays même ami. Juif dont la famille avait fui l'holocauste, Dean avait mal vécu ce qu'il percevait comme le présupposé, même chez certains élus du Congrès, qu'il promouvrait les intérêts d'Israël dans sa mission d'ambassadeur.

Dean, qui parle français couramment, a commencé sa carrière diplomatique en ouvrant des missions américaines dans les nations nouvellement indépendantes d'Afrique occidentale au début des années 1960 avant de servir au Vietnam (ou il se considérait lui-même comme un « dissident loyal ») et fut ambassadeur au Cambodge (d'où il emporta le drapeau américain devant l'avancée Khmer Rouge), au Danemark, au Liban, en Thaïlande (où Chas Freeman fut son adjoint) et en Inde. On lui doit d'avoir évité un bain de sang au Laos dans les années 1970 en négociant un gouvernement de coalition incluant les communistes et les partis non communistes.

A l'occasion, c'était un diplomate qui provoquait le débat, n'hésitant pas à contredire ses supérieurs, et il prit souvent – et prend encore – des positions à contre courant. Il a toujours pensé, par exemple, que les Etats-Unis

auraient dû essayer de négocier avec les Khmers Rouges au lieu de laisser le Cambodge dominé par leur horrible brutalité.

Ambassadeur en Inde dans les années 1980, il avait soutenu la politique de Rajiv Gandhi, le premier ministre de l'époque, consistant à aboutir à une sorte de coalition neutre en Afghanistan qui aurait pu empêcher l'instauration d'un Etat fondamentaliste islamique par les Moudjahidin armés par les USA et le Pakistan. Plusieurs années après le retrait soviétique d'Afghanistan, l'Inde continua à appuyer Najibullah, un brutal chef de la sécurité communiste que les troupes soviétiques en retraite avaient laissé derrière elles. Après l'avancée des Moudjahidin sur Kaboul, Najibullah avait refusé une proposition onusienne de sauf conduit pour l'Inde. Il fut abattu et son corps pendu à un lampadaire.

C'est au milieu de la phase finale du rôle des Soviétiques en Afghanistan que Dean s'est heurté au Département d'Etat pour la dernière fois. Après la mort du général Zia en août 1988, dans un accident d'avion qui avait également causé la mort d'Arnold Raphael, l'ambassadeur US au Pakistan, Dean a appris par de hauts responsables à New Delhi que le Mossad pouvait être à l'origine de l'accident au cours duquel le pilote et le copilote avaient été apparemment neutralisés ou ont perdu le contrôle de l'appareil. Des soupçons existaient également sur un rôle éventuel de membres du Research and Analysis Wing, l'équivalent indien de la CIA. Israël et l'Inde s'inquiétaient des travaux du Pakistan sur l'arme atomique – la « bombe islamique. »

Dean était si préoccupé par ces informations, et la tentative du Département d'Etat de bloquer une enquête exhaustive du FBI sur le crash au Pakistan qu'il décida de rentrer à Washington pour des consultations directes. Au lieu des réunions qu'on lui avait promises, il fut informé que sa mission en Inde était terminée. Il fut envoyé en virtuelle assignation à domicile en Suisse dans une maison appartenant à la famille de son épouse Française, Martine Duphenieux. Six semaines plus tard, il était autorisé à rentrer à New Delhi pour récupérer ses biens et rentrer à Washington où il donna sa démission.

Soudainement, son dossier médical fut nettoyé et ses autorisations de sécurité rétablies. Il fut désigné pour la Distinguished Service Award et reçut une lettre de félicitations du Secrétaire d'Etat George Shultz. « Des années plus tard, » écrit-il dans ses mémoires, « j'ai appris qui avait ordonné le diagnostic d'inaptitude mentale à mon encontre. C'était le même homme que celui qui m'avait congratulé avec tant d'effusions après mon départ – George Shultz. »

Interrogé par téléphone la semaine dernière à son domicile parisien sur les motifs de George Shultz, Dean a seulement répondu, « Il a été forcé de le faire. »

06 Avril

http://www.alterinfo.net/Les-langues-continuent-a-se-delier-sur-l-influence-du-lobby-sioniste-aux-Etats-Unis_a31335.html

<http://mounadil.blogspot.com/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19